

## Publications économiques et financières



### Conjoncture économique

N 681 / Octobre 2021

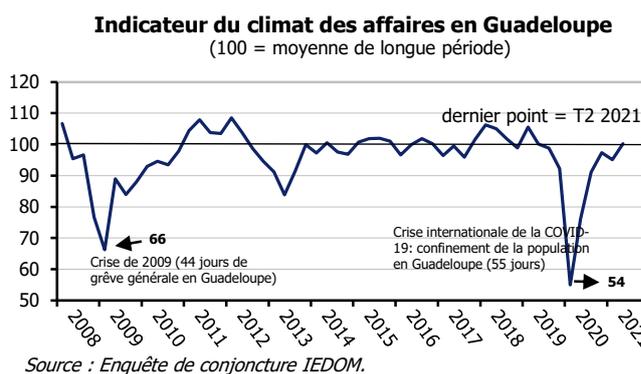
## TENDANCES CONJONCTURELLES

2<sup>e</sup> TRIMESTRE 2021

### La conjoncture en Guadeloupe : un redressement toujours fragile

#### L'activité économique est mieux orientée

À fin juin 2021, l'indicateur du climat des affaires se redresse pour atteindre sa moyenne de longue période à 100,2 points (+5,1 points sur trois mois). Le 2<sup>e</sup> trimestre est marqué par la mise en place de nouvelles restrictions liées à l'épidémie de la COVID-19 qui ont débuté début mars puis par un assouplissement au cours du mois de juin. Malgré ce contexte peu favorable, les chefs d'entreprise interrogés font état d'une amélioration du niveau d'activité sur trois mois. Les entreprises résistent : leur trésorerie demeure satisfaisante avec des prix de vente en hausse et des efforts persistants pour réduire les délais de paiement.



Au 2<sup>e</sup> trimestre 2021, l'économie guadeloupéenne continue d'être résiliente face aux conséquences de la crise sanitaire. La consommation des ménages reste vive : les importations de biens de consommation non durables progressent de 2,5 % (données CVS). L'investissement privé poursuit sa reprise : les importations de biens d'investissement et de biens intermédiaires s'accroissent respectivement de 1,5 % et 1,3 % (données CVS). Les mesures de soutien à l'économie permettent au marché de l'emploi de se maintenir : les effectifs salariés du secteur privé augmentent de 2,5 % (données CVS), tandis que la masse salariale du secteur est quasi stable. L'indice des prix à la consommation remonte.

La situation des entreprises reste cependant fragile. En dépit d'un certain regain d'optimisme, les chefs d'entreprises interrogés dans le cadre de l'enquête de conjoncture de l'IEDOM anticipent une nouvelle baisse d'activité au 3<sup>e</sup> trimestre<sup>1</sup>.

Le secteur primaire, le secteur des industries agroalimentaires (IAA) et celui du commerce profitent du maintien de la consommation des ménages. L'activité touristique reste, quant à elle faible, même si le secteur bénéficie en fin de trimestre de l'assouplissement des restrictions sanitaires.

Dans ce contexte, l'activité du secteur bancaire continue d'être soutenue. L'encours sain de crédits bien qu'en ralentissement demeure à un niveau record : 4,8 milliards d'euros d'encours de crédits aux entreprises à fin juin 2021, dont 595,5 millions d'euros de PGE.

<sup>1</sup> L'enquête de conjoncture de l'IEDOM sur laquelle se base l'ICA a débuté fin juin 2021 dans un contexte d'allègement des mesures de restrictions. Ainsi certains chefs d'entreprise ont pu faire preuve de plus d'optimisme, n'ayant pas connaissance du confinement à venir au mois d'août. Au contraire, d'autres répondants ont pu intégrer cette information dans leurs prévisions.

## Les prix à la consommation remontent

En juillet 2021<sup>2</sup>, l'indice des prix à la consommation des ménages (IPC) atteint 105,8 points. Il enregistre une hausse de 1,0 % sur trois mois. Ainsi, la remontée des prix initiée en fin d'année dernière se poursuit après une baisse en 2020 durant la pandémie de la COVID-19.

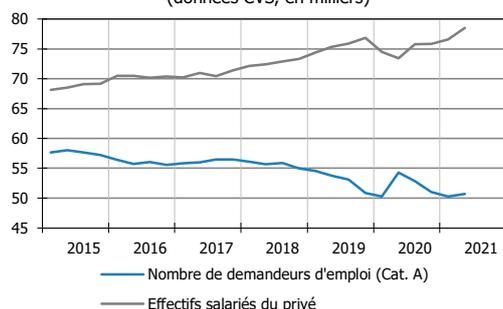
Dans le détail, les prix des services et de l'énergie augmentent respectivement de 1,8 % et de 1,6 % entre avril et juillet 2021. En parallèle, les prix de l'alimentation et des produits manufacturés sont stables.

Globalement, les chefs d'entreprise interrogés indiquent une nouvelle hausse des prix pratiqués au 2<sup>e</sup> trimestre 2021. Ils prévoient la poursuite de cette tendance au 3<sup>e</sup> trimestre, notamment sous l'effet de l'augmentation des prix de l'énergie, des difficultés d'approvisionnement et du coût du fret. Seuls le secteur touristique et celui des services marchands devraient enregistrer une baisse de prix au prochain trimestre.

## Le marché de l'emploi se maintient

Au 2<sup>e</sup> trimestre 2021, le nombre de demandeurs d'emploi en fin de mois de catégorie A (DEFM A) s'inscrit en hausse à 50 700 demandeurs (+0,9 %, après respectivement -1,5 % au 1<sup>er</sup> trimestre 2021). Il demeure proche de son niveau précédent la crise sanitaire (50 260 DEFM A au 1<sup>er</sup> trimestre 2020) après un pic de 54 270 DEFM A au 2<sup>e</sup> trimestre 2020. En parallèle, le nombre moyen d'offres d'emploi enregistré sur trois mois, bien qu'en baisse (-3,7 % après +3,8 % au 1<sup>er</sup> trimestre), reste élevé. Dans ce contexte, les effectifs salariés du privé augmentent (+2,5 %, données CVS) avec une masse salariale en légère baisse de 0,1 % sur trois mois (+2,7 % au trimestre précédent, données CVS).

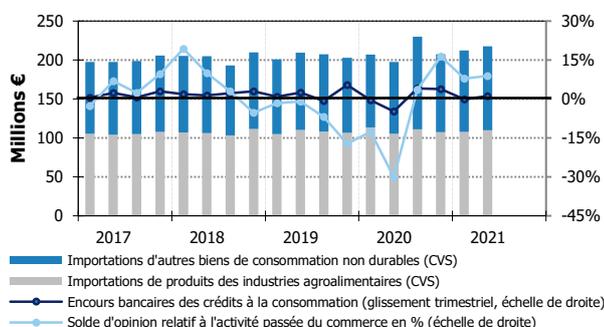
**DEFM A et effectifs salariés du privé**  
(données CVS, en milliers)



Source : DIECCTE.

## La consommation des ménages reste vive

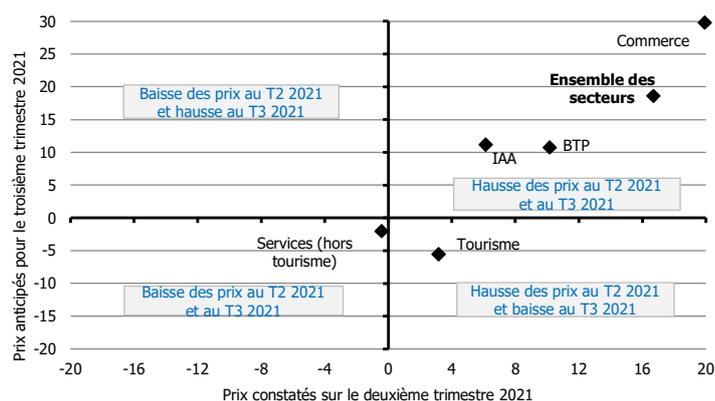
**Indicateurs de la consommation des ménages**



Sources : Douanes, IEDOM.

## Évolution des prix en Guadeloupe

Soldes d'opinion relatifs au prix de l'enquête de conjoncture de l'IEDOM (%)



Source: Enquête de conjoncture IEDOM.

Face aux restrictions mises en place au 2<sup>e</sup> trimestre, les mesures de soutien à l'économie restent en vigueur et absorbent en grande partie les effets de la crise sur le marché de l'emploi. Entre mars et juin 2021, 24 710 salariés sont déclarés en chômage partiel soit près de 50 % de plus qu'au 1<sup>er</sup> trimestre. Lors du premier confinement de mars 2020, 99 850 salariés étaient au chômage partiel.

Globalement, les mesures d'adaptation du travail mises en place par les chefs d'entreprise interrogés évoluent peu au 2<sup>e</sup> trimestre. 22,4 % des entreprises ont recours à l'activité partielle et 21,4 % d'entre elles incitent à la prise de congés payés. Le télétravail concerne 19,4 % des entreprises, en particulier le secteur des services (37,5 %). Cependant, 17,3 % des entreprises déclarent être touchées par des arrêts maladie dus au COVID-19 (7,4 % au 1<sup>er</sup> trimestre).

Au 2<sup>e</sup> trimestre 2021, les importations de biens de consommation non durables progressent de 2,5 % (+2,3 % au 1<sup>er</sup> trimestre, CVS). Dans le détail, les importations des produits des IAA augmentent de 1,8 % (CVS). Les importations des autres biens de consommation non durables s'accroissent de 3,3 % (données CVS). En parallèle, la taxe sur la valeur ajoutée collectée augmente (+10,7 %).

Cependant, si le nombre d'immatriculations de voitures particulières neuves progresse (+7,8 %, données CVS), les importations de biens de consommation durables baissent (-3,0 % après +10,6 %, données CVS). Les importations de meubles diminuent après une hausse soutenue au 1<sup>er</sup> trimestre.

En parallèle, les encours bancaires de crédits à la consommation redémarrent (+1,1 %), alors qu'ils étaient stables au précédent trimestre.

<sup>2</sup> En raison de la crise sanitaire, les relevés de prix permettant l'élaboration de l'indice des prix à la consommation (IPC) n'ont pu être réalisés en juin 2021.

## L'investissement privé poursuit sa reprise

Au 2<sup>e</sup> trimestre 2021, les importations de biens d'investissement et de bien intermédiaires s'orientent à la hausse (respectivement +1,5 % et +1,3 % par rapport au 1<sup>er</sup> trimestre 2021, données CVS). L'encours de crédits d'investissement octroyé aux entreprises ralentit (+1,1 % à fin juin 2021, après +2,4 % trois mois plutôt), mais s'établit à un niveau élevé (+11,6 % sur un an).

Du côté des ménages, la croissance de l'encours de crédits immobiliers demeure ténue (+0,7 % à fin juin 2021 après +0,6 % au 1<sup>er</sup> trimestre).

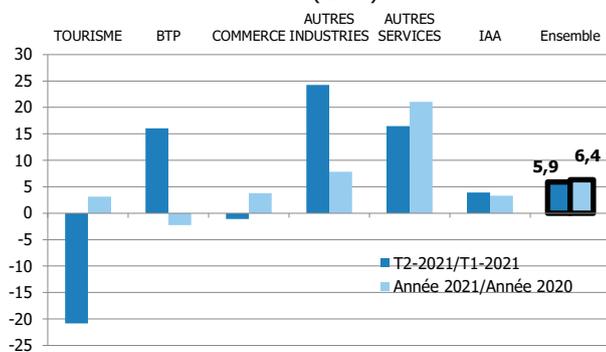
## Le déficit commercial est stable

Au 2<sup>e</sup> trimestre 2021, les importations enregistrent une croissance modérée (+0,9 % après +5,8 % au 2<sup>e</sup> trimestre, données CVS). Dans le détail, les importations de biens de consommation non durables, de biens d'investissement et de biens intermédiaires progressent (respectivement +2,5 %, +1,5 % et +1,3 %, données CVS). A contrario, les importations des produits agricoles, sylvicoles et de la pêche reculent (-6,6 %, données CVS), à l'instar des importations de biens de consommation durables et des importations d'énergie (respectivement -3,0 % et -1,0 %, données CVS).

En parallèle, les exportations augmentent sur trois mois (+8,5 % après -13,2 % au 1<sup>er</sup> trimestre, données CVS). Une grande partie de cette hausse est imputable aux exportations de produits de traitement des eaux et déchets qui doublent du fait d'une collecte de déchets de ferraille plus importante entre mars et juin 2021. Par ailleurs, les exportations de biens d'investissement progressent de 19,3 %. Globalement, les niveaux d'avant crise ne sont pas encore atteints.

## Les entreprises résistent, mais des difficultés persistent

### Évolution du chiffre d'affaires des entreprises (en %)



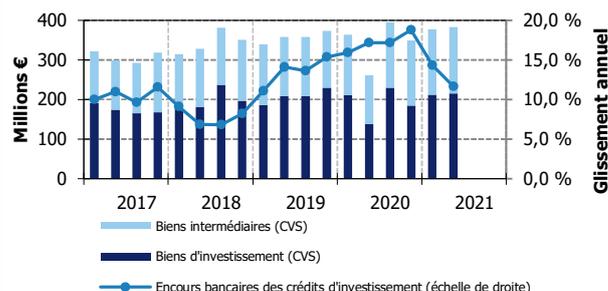
Source : IEDOM - Enquête de conjoncture.

Sur trois mois, les professionnels du **secteur du tourisme** font état d'un regain d'activité, dans un contexte d'assouplissement des mesures sanitaires. L'activité reste cependant éloignée des niveaux prévalant avant la pandémie de COVID-19. Le trafic de passagers hors transit à l'aéroport augmente (+64,8 %, données CVS) à fin juin 2021. L'activité de croisière est totalement arrêtée. Toutefois, certains professionnels du secteur espèrent un redémarrage en fin d'année. L'encours de crédits déclaré au SCR dans le secteur de l'hébergement et de la restauration augmente de 2,5 % à 137,3 millions €. L'encours à court terme (30,7 millions €) baisse de 10,7 % mais reste deux fois plus élevé qu'avant le début de la crise sanitaire. L'encours à moyen et à long terme s'inscrit en hausse de 11,3 % sur trois mois.

À fin juin 2021, l'activité du **secteur primaire** et celle des industries agroalimentaires (**IAA**) sont bien orientées. Les exportations de produits agricoles, sylvicoles et de la pêche progressent de 7,5 % (données CVS). Les importations de produits des IAA augmentent également (+1,8 %, données CVS), tandis que les exportations du secteur reculent légèrement (-0,3 %, données CVS).

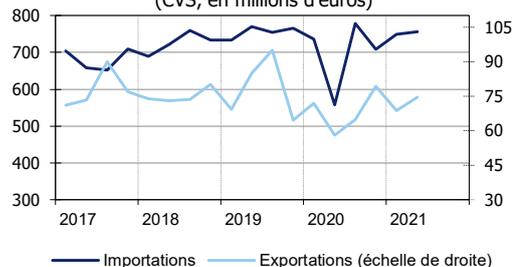
<sup>3</sup> Les données issues du Service central des risques de la Banque de France retracent la répartition par secteur d'activité d'une partie importante des crédits octroyés par les établissements bancaires, installés localement ou non. Les montants concernent les crédits aux entreprises, aux administrations publiques locales et de sécurité sociale du département. Le seuil déclaratif est fixé à 25 000 €.

### Indicateurs de l'investissement privé



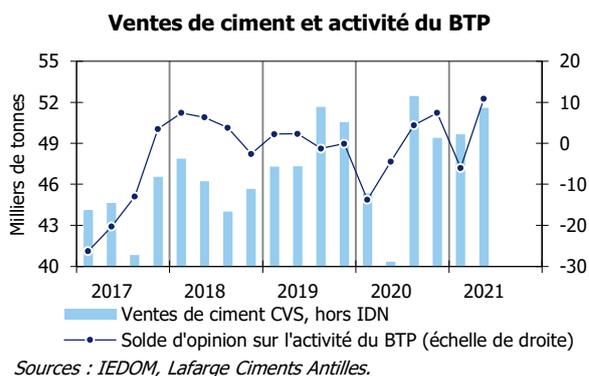
Sources : Douanes et IEDOM.

### Échanges commerciaux (CVS, en millions d'euros)



Sources : Douanes, CVS IEDOM.

L'activité du **BTP** est mieux orientée au 2<sup>e</sup> trimestre, même si elle enregistre un léger ralentissement. La consommation de ciment progresse de 4,0 % sur trois mois (données CVS), tandis que l'encours des crédits à l'habitat ralentit (+0,3 % à fin juin après +1,3 % trois mois plus tôt). À 7 444 salariés à fin juin, les effectifs du secteur diminuent sur trois mois (-718 salariés après une hausse marquée de 1 088 salariés au trimestre précédent). Les effectifs restent supérieurs à ceux observés en 2019. En parallèle le nombre de permis de construire des logements diminue de 32,7 % sur trois mois, dans un contexte de conflit social au sein de plusieurs municipalités. Le financement des activités du BTP enregistré au SCR s'inscrit en léger recul de 0,4 % à 243,5 millions €. L'encours à court terme (41,5 millions €) baisse de 32,0 %, tandis que l'encours à moyen et à long terme (90,5 millions €) progresse de 27,9 %.



En parallèle, les professionnels des **autres industries** font état d'une certaine stabilité du niveau d'activité.

Dans le secteur du **commerce**, les professionnels tirent un bilan positif en termes d'activité au 2<sup>e</sup> trimestre. Les taxes sur la valeur ajoutée collectées progressent (+10,7 % sur trois mois). En dépit d'un début de trimestre difficile, le nombre d'immatriculations de véhicules neufs se redresse au 2<sup>e</sup> trimestre (+7,8 %, données CVS). Cependant, la taxe de l'octroi de mer recule (-3,2 % au 2<sup>e</sup> trimestre). Les prévisions d'activité du secteur au 3<sup>e</sup> trimestre restent mal orientées.

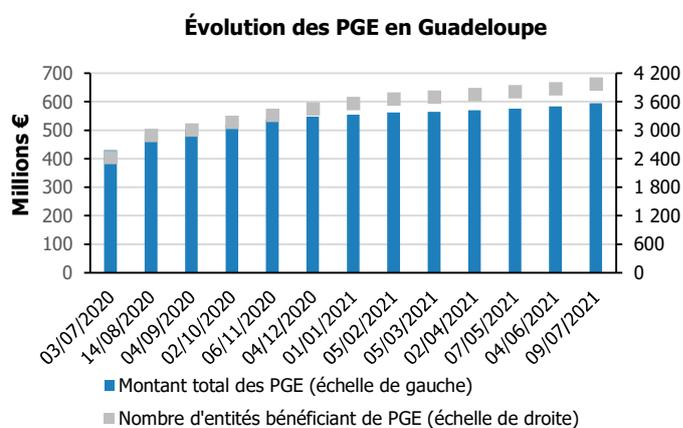
Dans le secteur des **autres services marchands** (hors tourisme), les chefs d'entreprise interrogés relatent une légère amélioration de leur activité. En particulier, leur trésorerie s'améliore grâce à l'allègement des charges et la réduction des délais de paiement. Les effectifs sont cependant orientés à la baisse.

## Le secteur bancaire est toujours actif<sup>4</sup>

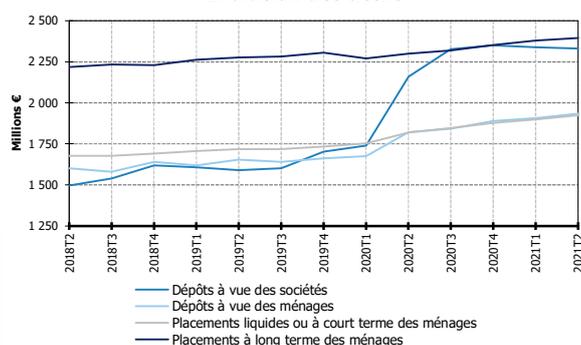
À fin juin 2021, la progression de l'encours bancaire ralentit. L'encours sain de **crédits** est stable sur trois mois à 10,8 milliards € (+0,3 % après +1,2 % au trimestre précédent). L'encours de crédits octroyé aux entreprises est quasi inchangé (4,9 milliards €) : la hausse de l'encours des crédits d'investissement à 2,4 milliards € (+1,1 %) est compensée par la baisse de l'encours des crédits d'exploitations qui s'élève à 0,8 milliard € (-2,7 %) et de celui des crédits immobiliers à 1,5 milliard € (-0,3 %).

Pour rappel, l'encours des crédits d'exploitations a presque triplé en un an, sous l'effet de l'attribution de prêts garantis par l'État (PGE). Au 9 juillet 2021, 3 972 entités ont bénéficié de ce type de prêt depuis leur mise en place en mars 2020 pour un encours de 595 millions €. Sur trois mois, l'encours des PGE progresse de 4,3 % (+33,6 % en glissement annuel) et représente un peu moins de trois quarts de l'encours des crédits d'exploitation des entreprises. Depuis fin 2020, le rythme de croissance de l'encours des PGE ralentit marquant la baisse de l'octroi de nouveaux PGE. En effet, une part importante des entreprises a déjà mobilisé le dispositif de soutien.

En parallèle, l'encours de crédits octroyé aux ménages, 4,5 milliards €, augmente modérément (+0,8 %) sur trois mois. Dans le détail, l'encours des crédits à la consommation progresse de 1,1 % à 1,6 milliard €, tandis que l'encours des crédits à l'habitat enregistre une hausse de 0,7 % pour atteindre 2,9 milliards €.



### Évolution des actifs



Les **actifs financiers** atteignent 9,4 milliards € à fin juin 2021, soit une augmentation modérée de 0,9 % sur trois mois (+0,5 % au trimestre précédent). L'épargne détenue par les ménages reste élevée à 6,3 milliards €, en hausse de 1,1 %, tandis que les actifs des sociétés diminuent légèrement de 0,4 % à 2,6 milliards €. Ainsi, ce sont les placements à long terme (2,5 milliards €) et à court terme (2,3 milliards €) qui tirent les actifs financiers à la hausse ce trimestre (respectivement +2,2 % et +1,1 %), alors que les dépôts à vue sont stables. Globalement, les niveaux d'épargne restent bien supérieurs aux niveaux observés avant la crise sanitaire, les ménages y ayant recours certainement de manière contrainte, tandis que les entreprises adoptent un comportement de précaution.

<sup>4</sup> Les données monétaires exploitées dans cette note sont provisoires à ce stade pour le 2<sup>e</sup> trimestre 2021.

## La conjoncture régionale et internationale

### UNE REPRISE CONDITIONNÉE A LA PANDÉMIE DE COVID-19

La Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes (CEPALC) a révisé à la hausse l'estimation de croissance de la région pour 2021 à +5,2 %. Ce chiffre traduit un rebond, après la forte contraction (-6,8 %) enregistrée en 2020 au plus fort de la pandémie de COVID-19. Toutefois, selon le rapport spécial de la CEPALC, ce rebond n'apparaît pas comme soutenable à moyen terme, car les impacts sociaux de la crise et les problèmes structurels dans la région ont continué à s'aggraver cette année. Selon les nouvelles projections de la CEPALC, les pays de la zone connaîtraient ainsi une croissance de 2,9 % en moyenne en 2022, soit un ralentissement significatif par rapport à 2021.

Pour autant, les perspectives du commerce extérieur sont plus favorables, au regard de la hausse attendue des exportations régionales à fin 2021 (+22 %, après -10 % en 2020), en lien avec le renforcement de l'activité économique dans la région, la hausse des prix des matières premières et la reprise de la demande en Chine, aux États-Unis et en Europe (Union européenne). Pour la période de janvier à avril 2021, la valeur du commerce intra régional a augmenté de 19 % par rapport à la même période en 2020, soit une hausse proche de celle de 2019.

Depuis le début de l'éruption de la Soufrière le 9 avril 2021, Saint-Vincent-et-les-Grenadines fait face à un déséquilibre de sa balance des paiements et à une crise humanitaire, amplifiés par le contexte de la pandémie de COVID-19.

Le FMI estime que la croissance s'est contractée de 3,8 % en 2020, en lien avec l'effondrement de l'activité touristique (-70 %). Avant l'éruption, l'institution estimait que l'activité serait stable en 2021, malgré l'absence de reprise de l'activité touristique et la poursuite de la pandémie de COVID-19. Suite à l'éruption et face aux lourds dommages infligés aux infrastructures du pays (et dont le coût dépasserait 20 % du PIB), le FMI estime désormais que l'activité se contracterait de 6,1 % cette année.

Après la forte baisse enregistrée en 2020, les données préliminaires suggèrent qu'une reprise économique est à l'œuvre à Barbade, essentiellement portée par le secteur non marchand. L'activité a ainsi progressé d'environ 5,5 % au cours du deuxième trimestre, reflétant l'assouplissement progressif des restrictions de déplacement et l'augmentation des dépenses du secteur privé national par rapport à l'année dernière, alors que le pays était en confinement pendant une bonne partie du trimestre. Cependant, cette croissance modérée ne suffirait pas à compenser la très faible performance du secteur du tourisme au premier trimestre. Les indicateurs avancés suggèrent que l'activité pour le premier semestre de l'année sera inférieure de 9,0 % à celle de la même période en 2020. Selon la Review of Barbados' Economic Performance (de la banque centrale barbadienne), le développement de l'économie de Barbade est encore trop contraint par la persistance de la pandémie de COVID-19. L'incertitude créée par les restrictions de voyage à l'international, l'incidence élevée des cas de COVID-19 sur l'île et dans les principaux marchés émetteurs de touristes et la « pause nationale »<sup>1</sup> en février ont contribué à freiner la reprise économique. Par ailleurs, les récentes chutes de cendres en provenance du volcan de la Soufrière et le passage de l'ouragan Elsa ont démontré la vulnérabilité de l'île aux aléas climatiques et entraînés des dépenses supplémentaires.

Sources : CEPALC, Press releases, Growth in Latin America and the Caribbean in 2021 Will Not Manage to Reverse the Adverse Effects of the Pandemic - IMF, Staff country report - Central Bank of Barbados, Review of Barbados' Economic Performance

<sup>1</sup> Du 3 au 17 février 2021, le gouvernement barbadien a mis en place un couvre-feu et des mesures de restrictions de déplacement. Ces mesures ont été prolongées jusqu'au 28 février.

### UNE REPRISE MONDIALE INEGALE D'UNE REGION A L'AUTRE

La croissance de l'économie mondiale devrait s'élever à 6,0 % en 2021 selon les dernières perspectives économiques mondiales publiées par le FMI en juillet. Ces prévisions demeurent inchangées depuis avril avec toutefois d'importantes révisions d'une région à l'autre qui résultent à la fois de l'évolution de la pandémie et des mesures de soutien mises en place. En 2022, l'activité mondiale pourrait croître de 4,9 %, soit une révision à la hausse de 0,5 point de pourcentage par rapport à l'estimation d'avril. La conjoncture pourrait plus particulièrement s'améliorer dans les pays avancés grâce aux mesures de relance budgétaire annoncées et à l'anticipation d'une meilleure situation sanitaire suite aux campagnes de vaccination.

Aux États-Unis, le PIB a progressé de 1,6 % au deuxième trimestre 2021, en glissement trimestriel, après une hausse de 1,5 % au trimestre précédent. La pleine réouverture de l'économie et les mesures de soutien budgétaires et monétaires mises en place ont pesé favorablement sur la consommation des ménages et l'investissement. Sur l'ensemble de l'année 2021, le FMI anticipe une croissance de 7,0 %, soit une révision à la hausse de 0,6 point de pourcentage par rapport aux précédentes estimations.

Dans la zone euro, l'activité a augmenté de 2,0 % au deuxième trimestre après un recul de 0,3 % au premier. Le taux d'inflation s'est établi à 1,9 % à fin juin contre 1,3 % trois mois plus tôt, tandis que le taux de chômage continue de baisser pour s'élever à 7,7 %. Sur l'année entière, le PIB de la zone progresserait de 4,6 % selon le FMI, avec des écarts importants d'un pays à l'autre.

En France, le PIB a enregistré une hausse de 0,9 % au deuxième trimestre selon les premières estimations de l'Insee et se rapproche de son niveau d'avant-crise. La croissance est portée par la progression des dépenses de consommation des ménages (+0,9 %) et de l'investissement (+1,1 %). Les exportations ont quant à elles crû de 1,5 %, soit un rythme inférieur aux importations (+1,9 %). Sur l'ensemble de l'année, la Banque de France anticipe une augmentation du PIB de 5,75 %.

Au Japon, l'économie peine à redémarrer alors que l'état d'urgence a été prolongé à plusieurs reprises face à la recrudescence de l'épidémie. Après une baisse de 0,9 % au premier trimestre, le PIB a crû de 0,3 % sur les trois mois suivants. La consommation des ménages (+0,9 %) et l'investissement des entreprises (+1,7 %) ont retrouvé une évolution favorable sur la période. Pour 2021, le FMI table sur une croissance du PIB de 2,8 %.

Enfin, les pays émergents et en développement pourraient voir leur PIB croître de 6,3 % en 2021. L'Inde et la Chine verraient leur activité progresser de respectivement 9,5 % et 8,1 % tandis que le Brésil et le Mexique enregistreraient un rythme de croissance plus modéré (respectivement +5,3 % et +6,3 %).

Sources : FMI, BEA, Eurostat, Insee, Banque de France, Gouvernement du Japon - données arrêtées à la date du 30 août 2021.

Toutes les publications de l'IEDOM sont accessibles et téléchargeables gratuitement sur le site [www.iedom.fr](http://www.iedom.fr)

Directeur de la publication : T. BELTRAND – Responsable de la rédaction : K. DURAND  
Rédaction : T. COMBET  
Éditeur et imprimeur : IEDOM